



PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE

FO DÉNONCE UN TEXTE DOGMATIQUE QUI PRÉTEND VOULOIR FERMER 14 RÉACTEURS NUCLÉAIRES D'ICI 2035

Le Gouvernement vient de rendre public son projet définitif de PPE (Programmation Pluriannuelle de l'Énergie) et de Stratégie Nationale Bas Carbone qui est maintenant soumis à consultation publique pendant deux mois avant d'être formellement adopté par décret.

FO Énergie et Mines soutient l'objectif d'atteindre une neutralité carbone en 2050, mais dénonce des orientations de la PPE qui vont à l'encontre de cet objectif.

Nous rappelons que l'électricité grâce à un mix principalement nucléaire et hydraulique est décarbonée à plus de 90 %.

La fermeture de douze réacteurs en plus des deux de Fessenheim annoncée par la PPE à partir de 2027 voire de 2025 est donc de **la démagogie la plus totale répondant à des enjeux politiques bien loin de l'intérêt général du pays.**

Pour mettre en œuvre cette décision, le texte indique que « le Gouvernement a demandé à EDF de lui transmettre une liste de sites sur lesquels ces fermetures pourraient intervenir, définie de manière à **minimiser l'impact économique et social**, ainsi que sur le réseau électrique, des fermetures, et en privilégiant des arrêts de réacteurs ne conduisant à l'arrêt complet d'aucun site nucléaire ».

C'est donc sur la base de ces critères qu'EDF « a proposé au Gouvernement d'étudier la mise à l'arrêt de paires de réacteurs sur les sites de Blayais, Bugey, Chinon, Cruas, Dampierre, Gravelines et Tricastin. »



Centrale nucléaire de Bugey

Pourtant, l'objectif de 50 % de nucléaire prévu dans la loi de transition énergétique ne repose sur rien de sérieux, **FO dénonce à nouveau et avec force ce travail de sape contre une industrie nucléaire, troisième filière industrielle de France, qui emploie 220 000 salariés !** D'autant plus, la décision de renouvellement du parc nucléaire est renvoyée à l'après-présidentielle, ce qui met en danger l'avenir de cette filière.

Nous rappelons que les énergies intermittentes n'assurent pas la sécurité d'approvisionnement de la France et que la baisse du nucléaire couplée à la hausse de ces énergies n'améliore en rien le bilan carbone du pays. En outre, cette filière est très pauvre en emplois en France et est très coûteuse pour la facture des ménages.

FO Énergie et Mines réitère également son opposition à la fermeture des quatre dernières centrales à charbon d'EDF et de Gazel Énergie **nécessaires à la sécurité d'approvisionnement. Ce qui pénalisera des régions déjà en difficulté et se traduira par des importations d'électricité allemande à base de lignite !**

La PPE s'oriente donc vers toujours plus d'énergies intermittentes avec un contenu en emplois faible et sans garanties sociales dignes de ce nom. En prétendant fermer 14 réacteurs nucléaires d'ici 2035 et 4 centrales à charbon rapidement, **cette PPE va se traduire par des suppressions d'emplois par milliers chez les énergéticiens et leurs sous-traitants**, tout cela par pure idéologie. C'est inacceptable pour FO Énergie et Mines.

Plus que jamais, nous considérons que la politique énergétique de la France doit être menée sans dogmatisme, en assurant la sécurité d'approvisionnement de notre pays, un prix compétitif pour les ménages et les entreprises et un contenu en emplois fort avec de réelles garanties sociales comme c'est le cas du Statut des IEG.



Centrale à charbon de Cordemais